

Des cours pour un large public

08.06.2016

UNIVERSITÉ DE FRIBOURG • Le Centre suisse islam et société sera officiellement inauguré lundi à Miséricorde. Rencontre avec son directeur, le professeur Hansjörg Schmid.



Le professeur Hansjörg Schmid dirige le Centre suisse islam et société depuis sa création.
ALAIN WICHT

ANNE REY-MERMET

L'installation du Centre suisse islam et société à Fribourg n'est pas passée inaperçue. Etabli depuis un peu plus d'un an, cet institut sera inauguré officiellement lundi en fin de journée à l'Université de Miséricorde. L'UDC avait lancé une initiative demandant sa fermeture qui a été invalidée par le Grand Conseil en mars dernier. La formation politique a fait recours au Tribunal fédéral. Rencontre avec le directeur du centre, le professeur Hansjörg Schmid.

Le travail de mise en place a commencé en 2014. Quels types de formation dispensez-vous déjà?

Hansjörg Schmid: Il faut distinguer trois domaines d'activité: les cours donnés à l'université pour les étudiants, ceux de formation continue et la recherche. Ces trois éléments se mettent en place petit à petit. Nous avons commencé à dispenser des cours

à l'université, ils sont ouverts aux étudiants de toutes les facultés. Pour le moment, il y a surtout des étudiants en lettres ou en théologie.

Concrètement, qu'enseignez-vous dans ces cours?

Je peux vous donner trois exemples des cours du prochain semestre: l'un sera consacré à l'éthique de la paix, il s'intéressera à l'histoire de la guerre, de la violence dans l'islam et le christianisme. Il y aura aussi un séminaire sur l'islam en Suisse et un cours sur la philosophie de l'islam.

Allez-vous proposer un programme aux étudiants de master?

Oui, d'ici 2017. Il s'agira d'un programme de master secondaire. Ceux qui étudient la pédagogie de l'histoire contemporaine, ou les sciences sociales, par exemple, pourront opter pour un programme complémentaire en islam et société. Dans de nombreuses professions, il

Il y a vraiment une nécessité d'avoir une connaissance plus approfondie de l'islam et des musulmans dans le contexte de la société suisse.

Et pour ce qui est de la formation continue?

Elle est destinée à des gens qui veulent améliorer certaines compétences professionnelles. Durant un an, nous avons fait une analyse des besoins et un état des lieux de ce qui existe déjà. Mes collègues Mallory Schneuwly et Andrea Lang ont mené une soixantaine d'interviews avec des musulmans et des non-musulmans, des personnes qui travaillent dans l'administration, dans l'intégration et dans différents domaines pour voir ce que les gens attendent comme formation. Nous élaborons notre programme à partir de cela.

«Nous sommes très à cheval sur notre indépendance»

Quels sont, dans les grandes lignes, les résultats de ce rapport?

Cinq thèmes sont ressortis des interviews: communication, animation jeunesse, aumônerie dans les institutions publiques comme les prisons ou les hôpitaux, sexualité et genre, ainsi que radicalisation et prévention. Nous voulons proposer des séminaires de deux jours sur ces thèmes. Ces formations continues se font par petits groupes car nous travaillons avec une méthodologie très participative.

A qui s'adressent ces cours?

Ils touchent un public très large. Il peut y avoir des enseignants, des travailleurs sociaux, collaborateurs d'administrations et des services de sécurité, des membres du personnel soignant, etc. Tout dépend du thème abordé. Des gens issus de milieux professionnels très divers cherchent des formations en lien avec l'islam et la société suisse. Nous sommes également sollicités pour mettre en place des journées sur des thèmes précis, un canton de Suisse centrale veut par exemple organiser une journée d'étude pour les enseignants.

Pouvez-vous nous donner un exemple de séminaire proposé par le Centre suisse islam et société?

Nous avons organisé en mai dernier un séminaire de deux jours intitulé «Comprendre la radicalisation pour la prévenir », durant lequel sont intervenus différents spécialistes. Il y avait entre autres des imams qui ont parlé de leur expérience, de leur travail avec les jeunes. Comment est-ce qu'ils interprètent la violence dans leurs prêches, par exemple. Ce séminaire était destiné à des travailleurs sociaux, des enseignants, des délégués et collaborateurs des services de la population et de l'intégration, des responsables de centre de détention.

Pensez-vous développer votre offre en proposant par exemple des modules plus long?

Notre but est d'élaborer également des programmes plus larges, des CAS (certificate of advanced studies) avec une quinzaine de jours de cours et un travail à rendre. En ce moment, nous sommes en train de développer des idées pour un CAS qui débutera en 2017. Nous continuerons tout de même à proposer de courts séminaires parce que tout le monde n'a pas le temps ni les moyens de suivre un CAS. Nous avons constaté que les responsables des associations musulmanes ne participaient pas beaucoup aux formations continues avant la mise sur pied de notre centre. Avec le Secrétariat d'Etat aux migrations et le Service de lutte contre le racisme, nous avons mis en place un projet intitulé «Les organisations musulmanes comme actrices sociales».

En quoi consiste ce projet?

Les gens qui travaillent dans ces associations sont souvent des bénévoles qui ne peuvent pas payer un CAS ou n'ont pas beaucoup de temps disponible entre leur travail et leur vie privée. L'idée est donc d'organiser sur une période de deux ans vingt-cinq séminaires dans différentes régions de Suisse. Il ne faut pas oublier que nous sommes un centre de compétences national. Ce programme est soutenu financièrement par le crédit d'intégration de la Confédération et le Service de lutte contre le racisme.

A propos de financement, certains de vos détracteurs craignent que vous soyez soutenus par d'obscurs mécènes musulmans.

Qu'en est-il?

Ce centre a été initié par la Confédération et c'est elle qui le finance principalement, avec l'Université de Fribourg. Nous avons également bénéficié d'un soutien de la Fondation suisse Mercator qui subventionne des projets visant au bien vivre-ensemble. Nous sommes très à cheval sur notre indépendance, nous n'accepterions pas de dons de fondations du Proche-Orient par exemple. L'idée de ce centre est de créer quelque chose en Suisse qui se focalise vraiment sur la politique du vivreensemble dans ce pays, et les financements doivent correspondre. I

CÉRÉMONIE D'INAUGURATION OUVERTE À TOUS

Le Centre suisse islam et société sera inauguré officiellement lundi à l'Université Miséricorde de Fribourg. La cérémonie, ouverte à tous, commencera à 17 h30 avec quelques mots de bienvenue délivrés par différents intervenants dont Astrid Epiney, rectrice de l'université, et Mauro Dell'Ambrogio, secrétaire d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation.

Cette partie introductive sera suivie par une discussion sur le thème «Musulmans de Suisse: quelle participation à la société civile?». Une discussion que les organisateurs espèrent bien voir se poursuivre ensuite avec le public dans le hall d'honneur. ARM